

CHANTRY ISLAND

Hon. Mr. Rose brought down the correspondence relating to the Chantry Island purchase, &c.

INDIAN AFFAIRS

Hon. Mr. Langevin moved the third reading of the Bill for the better management of Indian Affairs, and stated that a provision had been added to the tenth clause by which any infringement of the rights of the present Chiefs was guarded against.

The Bill was read a third time and passed.

BANKING AND CURRENCY

Hon. Mr. Rose moved that the House go into Committee on certain resolutions on the subject of Banking and Currency.

Hon. Mr. Holton rose and said he fully concurred with the observation of the Minister of Finance in his opening speech on the subject, that it was one not to be approached in a partisan spirit, that it was not a fit subject for partisan warfare, and he (Mr. Holton) went further and said that it was not a subject which ought in any phase to be considered as affecting the interests of this Government or any Government, for he maintained that if such a subject as this could not be considered freely in Parliament with reference to the multiform interests affected by it, and without regard to the particular views of the Ministry, without any pressure of Ministerial influence being brought to bear on their deliberations, their duty as legislators would be of a very restricted character indeed, and the conclusion would be inevitable that the Parliament had been convened to consider but two resolutions—the first affirming confidence in the Ministry, the second according to that Ministry a vote of credit to carry on the business of the country. Therefore in the few observations he proposed to offer in support of the motion, he desired to confine himself strictly to the object of criticism of the scheme of his hon. friend. At the outset he felt himself obliged to complain of the course taken by his hon. friend on the subject. The tone of the Finance Minister's remarks appeared to be calculated to convey an exaggerated opinion as to the insecurity afforded to the country by the existing banking system. That hon. gentleman went far beyond the limits of prudence in his observations on this head, for they were not only calculated to inspire a want of confidence in the present system, but by

[Sir John A. Macdonald.]

L'ÎLE CHANTRY

L'hon. M. Rose dépose la correspondance relative à l'achat de l'Île Chantry, etc.

AFFAIRES INDIENNES

L'hon. M. Langevin propose que soit lu pour la troisième fois le Bill destiné à améliorer la gestion des affaires indiennes, et indique qu'une disposition garantissant contre tout empiétement sur les droits des chefs actuels a été ajoutée à l'article dix.

Le Bill est lu pour la troisième fois et adopté.

BANQUES ET DEVISES

L'hon. M. Rose propose que la Chambre se forme en Comité pour étudier certaines résolutions traitant des banques et devises.

L'hon. M. Holton prend la parole et se déclare parfaitement d'accord avec le ministre des Finances qui, dans son discours inaugural, a affirmé qu'il ne fallait pas aborder cette question avec esprit de parti et que le sujet ne se prêtait pas aux querelles partisans. Il ajoute même que, selon lui, cette question ne touche pas aux intérêts du Gouvernement actuel ni de tout autre gouvernement. En effet, les législateurs auraient un rôle bien limité à jouer, si le Parlement ne pouvait pas étudier en toute liberté des questions de ce genre mettant en cause des intérêts très variés et si le Cabinet imposait son point de vue ou exerçait des pressions sur les délibérations parlementaires. Sans quoi, il s'ensuivrait nécessairement que le Parlement n'aurait été convoqué que pour étudier deux seules résolutions: d'abord, celle qui pose la question de confiance envers le Cabinet et la deuxième qui est destinée à faire adopter le budget pour permettre au ministère d'assurer l'expédition des affaires de l'État. Voilà pourquoi les quelques remarques qu'il compte faire à l'appui de la motion se limiteront strictement à la critique du projet de son honorable ami. Il doit dire tout d'abord qu'il fait grief au ministre de la façon dont il a procédé. Dans son discours, le ministre des Finances a exagéré le danger que présente pour le pays le régime bancaire actuel et il a dépassé les limites de la prudence; non seulement a-t-il voulu miner la confiance dans le régime actuel, mais encore a-t-il discrédité par implication les banques. Sans accuser le ministre des Finances des maux qui ont frappé le pays depuis ce discours, le député ne peut s'empêcher de dire que les propos du ministre des